

GRÈVE DANS LES CHANTIERS DU TRAMWAY DE CONSTANTINE

Le pourrissement

Tout porte à croire que le conflit opposant la direction du consortium franco-italien Pizzaroti au collectif des travailleurs algériens, en grève ouverte depuis plus d'une semaine, n'est pas près de connaître son épilogue.

Un mouvement de grève qui semble, en effet, s'installer dans la durée, d'autant que chaque partie campe sur sa position et refuse de lâcher du lest.

Hier encore, les ouvriers du tramway de

Constantine ont observé un sit-in de protestation devant la direction du consortium pour exiger la satisfaction de leurs revendications, maintes fois réitérées. Ils dénoncent «le recours au licenciement abusif et les rup-

tures de contrats sans préavis» et réclament notamment «la révision de la grille des salaires et l'amélioration des conditions de travail», jugées inacceptables.

La direction de l'entreprise qui considère le «débrayage illégal», arguant du fait qu'aucun préavis de grève n'a été déposé conformément à la réglementation régissant les relations de travail, a saisi la justice pour arrêter le mouvement de grève. Aussitôt, la grève a été déclarée par la cour de Constantine illégale.

Mais l'appel lancé par l'Union locale de l'UGTA exhortant les grévistes à reprendre le travail, n'a eu aucun écho.

Les grévistes, peu convaincus par l'offre de l'union locale ouest, qui s'est portée garante pour défendre les intérêts des travailleurs auprès du consortium, ont rejeté cette offre et ne cachent pas leur méfiance aussi bien envers l'union locale qu'envers leurs représentants qu'ils accusent de défendre beaucoup plus leurs propres intérêts.

Farid Benzaid



Photo : DR

INDUSTRIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS Mobiserve Algérie compte diversifier ses activités

La société égyptienne Mobiserve, spécialisée dans l'industrie des télécommunications, exploitation et maintenance des réseaux, compte diversifier ses activités en Algérie. Présente sur ce marché depuis 2001 et déjà partenaire des trois opérateurs de téléphonie mobile et des équipementiers, Mobiserve s'intéresse notamment au secteur énergétique et au transport ferroviaire.

L'intention en ce sens a été affichée par le P-dg de Mobiserve Holding, Sameh Atalla qui a distingué, mardi soir, les employés algériens de cette société.

En notant que la filiale algérienne dispose d'un effectif de 1 000 employés dont 500 pour Mobiserve et dispose de 25 à 30% de parts de marché. En 2010, Mobiserve Algérie a notamment réalisé le packaging de 4 millions de puces et a satisfait à 95% des objectifs de ses clients.

Pour 2011, l'ambition est d'atteindre 99% de satisfaction clientèle, développer l'impression et le packaging et le recouvrement...

C. B.

SITUATION SÉCURITAIRE À TIZI-OUZOU

Un paysan enlevé puis relâché par un groupe terroriste à El-Bir

Un quinquagénaire O. A. résidant au village El-Bir, sis à la limite territoriale de Maâtkas et Draâ Ben Khedda, a été enlevé par un groupe terroriste à Adheba lundi 21 mars.

Ce paysan a été relâché mardi dernier dans la soirée et retrouvé sa famille saine et sauf, après que les villageois s'étaient organisés en vue de sa délivrance.

Pour rappel, de fréquentes «visites» d'un groupe terroriste sont signalées dans ce village depuis quelque temps. Un ratissage des éléments de l'ANP a eu même lieu au lendemain d'une incursion au cours de laquelle deux villageois ont été délestés d'importantes sommes d'argent.

A. Idir

GUELMA Grève à l'Enamarbre...

Les travailleurs de l'Entreprise de transformation du marbre brut (Enamarbre), implantée à Boumahra à une dizaine de kilomètres de Guelma, ont entamé mardi dernier une grève de 8 jours. «Ce mouvement de protestation intervient suite au silence que garde la direction régionale de Skikda, malgré les moult doléances et requêtes exprimées dans la plate-forme des revendications socioprofessionnelles des travailleurs» qui, selon eux, tournent essentiellement autour des revalorisations salariales.

N. G.

... Et débrayage au Sorasucre

Les salariés de la Société de raffinage de sucre (Sorasucre) de Guelma se sont agglutinés, avant-hier, devant le portail de l'entreprise pour protester contre ce qu'ils appellent les méthodes abusives et arbitraires dans la gestion du personnel. «Une quinzaine de contrats n'ont pas pu être renouvelés», reconnaissent les responsables de l'administration, qui déclarent que «cette situation est due notamment aux turbulences financières que traverse l'entreprise.»

N. Guergour

DEUXIÈME JOUR DE DÉBRAYAGE DES INSPECTEURS DU COMMERCE DE BOUMERDÈS

«Nous voulons le réajustement du statut et l'instauration du régime indemnitaire »

Au deuxième jour de grève du personnel technique (inspecteurs, enquêteurs) de la direction du commerce de la wilaya de Boumerdès, les représentants des grévistes nous ont rendu visite pour exposer leurs motivations.

D'emblée, nos visiteurs ont déclaré que leur action était autonome par rapport aux syndicats. Elle fait cependant suite à celle de leurs collègues de Tizi-Ouzou qui ont observé un arrêt de travail de 3 jours. Par ailleurs, ils affirment

que le personnel technique de cette direction qui observe la grève est majoritaire. Les motivations de cet arrêt de travail se rapportent à des revendications sociales. Les grévistes exigent, en effet, le réajustement du statut du

personnel de l'administration du commerce. Ce léger rééquilibrage vise à introduire plus de justice concernant l'accord des promotions, mais surtout, à écarter le délai d'intervention de celles-ci. Ils estiment, en outre, que leur statut de 2009 lèse certains diplômés universitaires. «Le distinguo entre l'ingénieur et le titulaire du magistère n'existe

pas», dira l'un de nos visiteurs. L'autre principale revendication se rapporte à l'instauration d'un juste régime indemnitaire qui les alignera sur les fonctionnaires des institutions de l'Etat, comme ceux des services des Impôts. Ils préconisent, à cet effet, la revalorisation des primes existantes ainsi que l'instauration d'autres primes.

Abachi L.

SIDI-BEL-ABBÈS

Le siège de l'Ansej saccagé

Dans l'après-midi de mardi dernier, des jeunes venus dans le cadre de la création d'un projet au profit des jeunes chômeurs au niveau du siège de l'Ansej ont saccagé les bureaux de cette administration, détruit des équipements, brisé fenêtres et vitres et agressé le personnel.

Selon nos sources, c'est une grande pression qui s'exerce chaque jour sur cette administration qui traite entre 200 et 500 dossiers chaque mercredi. Ainsi, des centaines de jeunes chômeurs affluent quotidiennement vers l'Ansej pour le dépôt de dossiers, un afflux si important qu'il faut à chaque fois faire appel à la police pour canaliser cette ruée et tenter de l'organiser sans incident possible. Cependant, dans la journée de mardi dernier, la situation a dérapé et l'Ansej s'est transformée en arène lorsque chaque chômeur voulait passer en priorité, faisant fi des autres et des responsables en charge de leur accueil. Ces derniers ont fait les frais du débordement

des postulants qui ont agressé et blessé deux cadres accompagnateurs dont une femme enceinte qui a été évacuée vers le CHU Hassani-Abdelkader de Sidi-Bel-Abbès. Les

jeunes chômeurs ont, d'après nos sources, fait outrage aux responsables, exigeant d'être pris en charge rapidement par ces derniers, en leur précisant qu'ils ne sont que les commis de l'Etat qui doivent s'exécuter rapidement. Les chômeurs se sont acharnés sur les bureaux, les vitres, les portes et équipements et sur les accompagnateurs. Où va-t-on avec un tel comportement ? se

sont indignés des citoyens. La conjoncture et les manifestations qui secouent des pays voisins ne sont pas pour arranger les choses, déplore-t-on.

Une personne accusée d'avoir été l'auteur des troubles occasionnés a été sur-le-champ arrêtée alors que d'autres personnes identifiées ont fui et feront l'objet d'une convocation de la police, nous indique-t-on.

A. M.

Des manifestants occupent jour et nuit une tente à Ras-El-Ma

Depuis la semaine dernière lorsque des citoyens ont manifesté dans la localité de Ras El-Ma pour exiger des postes d'emploi, des logements, le départ du maire et du secrétaire général de l'APC à qui ils reprochent de ne pas avoir pris en charge leurs préoccupations, une dizaine de manifestants ont exigé une tente devant le siège de l'APC, décidés à ne s'en déloger qu'après la satisfaction de leurs revendications.

En effet, ces derniers occupent la kheïma de jour comme de nuit pour faire pression sur les autorités afin de concrétiser leurs demandes. Malgré toutes les tenta-

tives et les promesses des autorités locales, la dizaine de manifestants ont campé sur leur position malgré le froid.

Il convient de rappeler que la semaine passée, les manifestants avaient afflué par centaines vers le siège de l'APC, coupé les routes, observé des attroupements pour faire aboutir leurs doléances.

Si en fin de la journée de mercredi, pratiquement les citoyens se sont dispersés, une dizaine de manifestants plus tenace continue à occuper les lieux avec leur kheïma.

A. M.